

Trois leçons sur la société post-industrielle

Daniel Cohen

Introduction

Le capitalisme du XX^{ème} siècle s'est construit autour de la grande firme industrielle mais la révolution financière des années 80 change le principe d'organisation des firmes : alors qu'auparavant les industries cherchaient à se protéger du risque, aujourd'hui cette couverture se retrouve dans la diversification des actions : ce sont désormais les salariés qui subissent les risques.

La société des services

Jean Fourastié, en 1946, annonçait l'ère de la société des services. La part des emplois industriels, en 2005, était en dessous de 10%. Pour autant le travail physique existe toujours, les objets continuent d'ailleurs de croître en volume. Les ouvriers sont devenus manutentionnaires ou réparateurs : milieu artisanal plutôt qu'industriel. Les employés ne travaillent plus aux emplois administratifs ou au secteur public des entreprises, mais dans le commerce ou aux services aux particuliers.

La société de l'information

Définition de la société industrielle comme une société de la connaissance, par Daniel Bell, 1973. Le terme de nouvelle économie qui a émergé en 1990 désigne les modifications du schéma économique : la structure de coût est modifiée. Exemple : les médicaments sont difficiles à concevoir car il faut trouver la molécule adaptée, en revanche le prix du médicament lui-même est faible. **L'information coûte beaucoup plus cher que le contenu physique.** Les activités immatérielles sont privilégiées.

La « société » post-industrielle

D'autres évolutions auraient été possibles, par exemple l'organisation de chaque secteur autour de grandes firmes industrielles contrôlant l'ensemble de la chaîne de production. Pourquoi cet essoufflement de la société industrielle ? Comment la mondialisation contribue à modifier les formes de la société industrielle ? Quelles sont les raisons pour lesquelles la régulation de la société post-industrielle est si difficile ?

Leçon 1 : L'ère des ruptures

Cinq ruptures permettent de comprendre la grande transformation de la société :

1. La 3^{ème} révolution industrielle : technologies.
2. Rupture sociale : nouvelle façon de concevoir le travail humain.
3. Révolution culturelle : éveil de l'individualisme, remise en question du « holisme industriel ».
4. Développement des marchés financiers depuis les années 1980.
5. Mondialisation et arrivées de la Chine et de l'Inde dans le capitalisme mondial.

Une révolution technologique

Émergence d'une nouvelle révolution dans les années 70 : en 69, mise au point d'Arpanet, en 71 : premier microprocesseur par Intel, 76, commercialisation d'Apple II. On parle de *General Purpose Technology (GPT)* : technologies à usages multiples, au début cela répondait au besoin de gestion de l'information, mais s'est propagée à l'ensemble des secteurs.

Une révolution sociale

La révolution informatique entraîne une nouvelle organisation du travail, tout comme l'électricité va de paire avec le taylorisme. Pour autant ce n'est pas le nouveau mode d'énergie qui crée la nouvelle organisation sociale. La nouvelle énergie n'apporte cependant pas la démocratisation de l'accès à celle-ci.

Les nouveaux principes de l'organisation du travail

Phillipe Askenazy : les objectifs de l'organisation du travail à l'âge d'internet sont l'adaptabilité de la demande, la réactivité, la qualité, l'optimisation du processus productif, par les compétences humaines. Les salariés doivent être polyvalents. Les responsabilités sont déléguées aux niveaux hiérarchiques inférieurs. La production est ainsi flexible et correspond aux attentes des clients, on a raccourci

les échelons hiérarchiques. La diffusion de cette nouvelle organisation, partie du Japon des années 60 avec le toyotisme, a accéléré la production. Exemples :

- Le dactylo : le traitement de texte implique de la concurrence redoutable, car le droit à l'erreur que permet cela rend inutiles les qualités essentielles du dactylo. Aussi les travailleurs qualifiés sont plus productifs, mais les moins qualifiés deviennent inutiles, en conséquence les inégalités se sont creusées dans les années 80 car les salaires des moins qualifiés baissent.
- Le vendeur dans une grande librairie : il réalise plusieurs tâches à la fois, l'organisation du travail devient plus flexible : la même personne reçoit des informations, les fait remonter et agit. On part du client pour remonter à la production. Mais cela fait disparaître les niveaux intermédiaires, et le plus souvent, les déclassent : augmentation des inégalités. De plus, on ne peut plus faire carrière en partant du bas.
- Travail d'un employé de guichet dans une banque : 30 ans auparavant, les tâches étaient divisées : un employé s'occupait d'une tâche A, un autre d'une tâche B etc. Aujourd'hui un employé fait le tout, cela s'explique par l'émergence de nouveaux principes sociaux. Cela provient d'une volonté d'abroger les « temps morts » : l'employé doit toujours avoir une tâche à faire, car la valeur du travail a augmenté. En un siècle, le salaire ouvrier est multiplié par 7. Ainsi ce n'est pas un gain de productivité, mais une augmentation de la durée de travail.

Cela explique la montée du stress, de la fatigue psychique. Pour autant les causes physiques d'accidents du travail restent importantes, qui ont augmenté de entre 15% et 30%.

Les contradictions du fordisme

Dès 1913, on se rend compte d'un problème lié au Fordisme : cette organisation du travail, ennuyeuse, causait en réaction de l'absentéisme et de la mauvaise volonté, pour y remédier, Ford a doublé le salaire et cela a résolu le problème et a conduit à la théorie du **salaire d'efficacité** . En augmentant ceux-ci, on augmente la productivité. Cela montre le lien entre la question économique et la question sociale : l'ouvrier non qualifié doit devenir le plus productif possible. La limite est atteinte lorsqu'il n'y a plus de gains de productivité et les firmes doivent reporter cela sur les prix de vente. Le système bloc dans les années 60 : « productivity slow down ».

L'autre contradiction vient du fait que au départ les ouvriers n'avaient aucune éducation et les syndicats ne les recrutaient donc pas car ils se méfiaient des immigrés, en revanche les progrès de l'éducation a changé la donne avec le temps.

Mai 68

Ce fut un mouvement international, c'est un fait de génération, il marque une rupture avec les institutions comme la famille, l'école, l'usine. Souvent interprétée comme une poussée d'individualisme, cette révolte est caractérisée par avoir la force collective comme moteur : la jeunesse devient une force sociale. C'est ensuite par l'informatique que les étudiants auront un moyen de briser la standardisation.

La révolution financière

Après 1929, la bourse n'était plus aussi légitime. Les actionnaires ne dirigeaient plus, mais des managers, de part la taille croissante des entreprises. Celui-ci est salarié, bien que de nos jours, un dirigeant puisse gagner 400 fois le salaire des ouvriers. Mais avec la révolution financière de 1980, les managers ne sont plus salariés, ils sont également actionnaires grâce aux stock-options. L'entreprise forme des contrats implicites pour créer une économie de partenariat, par exemple avec la possibilité pour les salariés de faire une carrière interne à l'entreprise, pour les fidéliser. Or la révolution financière a créé de la valeur, selon Schleifer et Summers en annulant ces engagements implicites. Ça marque le début du capitalisme actionnarial : à partir des années 90, on réduit la taille des entreprises, et utilisent la sous-traitance, puis elles peuvent recommencer à grossir avec des fusions-acquisitions.

Conclusion

Le capitalisme contemporain permet de démembrer la firme industrielle. Cela a comme cause la lutte des classes, les premières qui furent restructurées aux USA étaient les plus syndiquées : ainsi ça casse les collectifs ouvriers. Mais mai 68 et les nouvelles technologies y contribuèrent : on pense autrement l'organisation du travail.

Leçon 2 : La nouvelle économie mondiale

Les affrontements entre l'Est et l'Ouest ont fait place à l'opposition Nord-Sud, marquée par l'arrivée de la Chine et de l'Inde dans l'économie capitaliste. La crise des pays de l'Est s'est produite de par l'épuisement de la société industrielle. Mais à partir de 29, les économies planifiées semblaient plus efficaces que les économies de marché, mais le keynésianisme a refait penché la balance en faveur du second dans les pays développés. En 1975 pourtant les pays pauvres ont préféré l'économie planifiée car le commerce international favorise ceux qui sont déjà riches. Le protectionnisme semble une meilleure solution.

La première mondialisation

On peut comparer la mondialisation du 19^{ème} siècle et la notre. Les grandes puissances (UK avant, USA aujourd'hui) se ressemblent. La révolution des transports et de communication l'ont préparée, tout comme fut révolutionnaire le télégramme (1837). Deux dimensions de la mondialisation actuelle sont en retard par rapport à la première : la migration internationale et la globalisation financière. En 1913, 50% de l'épargne anglaise était d'outre mer et 10% de la population était constituée d'immigrés, contre 3% aujourd'hui, et par ailleurs, auparavant les contrats avaient la même valeur juridique partout. Pour autant, cette ancienne mondialisation a conduit à l'accroissement des inégalités. Cela explique que les pays du tiers-monde aient ensuite privilégié le protectionnisme, qui ne fonctionne pas non plus.

Retour sur la division (internationale) du travail

La théorie de Ricardo du début du 19^{ème} siècle fonde l'idée de division du travail, où chaque pays ferait mieux de se spécialiser dans un secteur dans lequel il a un avantage comparatif par rapport aux autres pays. Selon ce schéma il est difficile de comprendre comment une nation pourrait s'appauvrir durablement, pourtant les inégalités au cours du 19^{ème} siècle entre l'Inde et l'UK sont multipliées par 5.

Si on doit choisir entre deux spécialisations, choisir les deux est un mauvais choix, car le rendement d'échelle sera plus bas et on est mauvais dans les deux. Considérons deux régions : si l'une est riche et l'autre pauvre, alors si le commerce est possible entre les deux régions, la riche pourra devenir plus riche grâce au nouveau marché, mais la région pauvre ne peut se spécialiser que dans un nombre limité d'activités. Elle est donc plus vulnérable. Cela montre ce qui s'est passé avec les chemins de fer en France : les travailleurs ont quitté la périphérie pour les grandes villes.

La nouvelle économie monde

On assiste à une division du travail verticale : pour un même produit, les différentes parties de la fabrication seront réparties entre différents pays. Les pays pauvres fabriquent les produits, tandis que les pays riches les conçoivent et les distribuent. On vend l'image du produit : les riches se concentrent sur l'immatériel. Un des enjeux des pays du Sud c'est de participer à la production immatérielle.

La mondialisation des images de la mondialisation

Les images de la mondialisation sont véhiculées aux pays pauvres. Auparavant l'éloignement revenait aussi à vivre comme dans une époque un peu plus éloignée, mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les aspirations sont portées à leur vue. Ça a une répercussion sur la transition démographique qui est très rapide : en Egypte on passe de 7 enfants par femme en 1950 à 3,4. Selon les Nations Unies, la transition démographique sera achevée vers 2050. L'exception au déclin de la natalité est l'Afrique, où on compte toujours 6 enfants par femme. L'explication économique à cette transition est qu'elle se produit quand le coût d'opportunité d'élever des enfants augmente. Cette transition se produit alors que les conditions matérielles n'ont pas changé, on a proposé comme explication le modèle par la télévision du mode de vie des femmes occidentales.

Les enjeux du monde à venir

Comment gérer un monde, en 2050, où les pauvres seront encore plus présents, et les riches, consommeront-ils autant ? L'Occident ne va pas garder le monopole de la prospérité. Un monde multipolaire crée des risques de guerre. On peut y pallier en créant des institutions légitimes, pour désarmer les futurs conflits.

Conclusion

La mondialisation est une rupture qui permet de comprendre notre société, qui induit la désintégration verticale de la chaîne de production, la recherche des rendements d'échelle aiguise les rivalités. Enfin, la mondialisation permet le décalage entre l'imaginaire collectif des sociétés de l'information et des réalités matérielles.

Leçon 3 : Existe-t-il un modèle social européen ?

La fin de l'affrontement Est-Ouest a réveillé les critiques de l'économie de marché. On peine à définir un nouveau modèle social.

Le mal européen (1)

L'Europe des 15 craignait la mondialisation car, représentant 40% du commerce mondial, c'est principalement tourné vers elle-même. Ce commerce est horizontal alors que le commerce mondial est vertical. Quand on examine les échanges européens et américains, on s'aperçoit que les premières sont spécialisées dans les produits hauts de gamme, les américains dans les produits haute

technologie. L'Europe reste ainsi prisonnière de son « savoir-faire », et risque de se faire concurrencer par les pays émergents et distancée dans le domaine immatériel.

La nouvelle économie de l'information

La nouvelle économie est définie comme le secteur des technologies de l'information et de la communication. Elle se caractérise par une structure du coût particulière : seule la première unité du bien fabriqué coûte cher. Aussi ne peut-elle s'accommoder de la concurrence pure et parfaite : la guerre des prix ne permettrait pas de rentabiliser la conception. C'est pourquoi ces entreprises doivent avoir une rente de situation. Exemple de la TV : on peut s'abonner à une centaine de chaînes mais seules les premières sont vraiment regardées car le prix des droits de retransmission des programmes les plus regardés sont, à cause de la demande forte, les coûts d'entrée sont donc très élevés.

Le gratuit et le payant

La production d'idées nouvelles pour être efficace, devrait se faire par la coopération de tous ceux qui veulent résoudre le même problème et ensuite, le libre usage des connaissances. C'est le cas pour la recherche universitaire, mais pas le cas pour la recherche privée. L'arbitrage est délicat entre la gratuité radicale (moins d'innovation) et l'usage restreint de la propriété intellectuelle (monopoles).

Pour une université européenne

Sur les 10 premières universités du monde, seules 2 sont autres qu'américaines, et dans les 100 premières, il y en a peu de françaises, selon le classement de l'université de Shanghai. La puissance intellectuelle et financière des universités américaines est donc très grande : elles ont trouvé l'équilibre entre compétition et coopération, recherche fondamentale et recherche appliquée. Le problème des recherches européennes est qu'elles restent nationales et les allocations sont bien moindres qu'aux USA.

Le mal-européen (2)

Les conceptions européennes sur l'idée d'économie sociale de marché sont très éloignées les unes des autres, comme le Royaume-Uni, la Suède, la France...

Le non-modèle social européen

La théorie d'Esping-Andersen distingue l'Etat-Providence libéral, corporatiste et social-démocrate. Ce qui compte ce sont les singularités nationales. Pour la Suède, il s'agit de l'alliance ouvriers-paysans, en Allemagne, les tentatives pour diviser le monde ouvrier. Néo-corporatiste : les protections des ouvriers se font en fonction des rapports de force. Le mode libéral : on réserve la protection aux plus pauvres et les classes moyennes s'assurent elles-mêmes. Ainsi on oppose les modèles scandinaves et anglo-saxons, dans chacun d'eux le chômage est faible (par les lois du marché ou par le rôle des syndicats) alors que dans les pays intermédiaires comme la France, il est haut. Un autre type de capitalisme, le méditerranéen repose sur la solidarité sociale de la famille : on protège le chef de famille. La France reste proche de ce dernier modèle.

Mélanges

Les USA nous offre un modèle de transformation avec par exemple la baisse des accidents du travail, causé principalement par trois facteurs : l'élection d'une nouvelle direction syndicale dans les années qui fait réformer les conditions de travail ; l'usage intensif de la société de l'information (forums dénonçant les 'mauvaises firmes') et finalement le plein-emploi des années 90, les conditions de travail attrayantes font partie de la concurrence à l'embauche.

L'étrangeté française

Dans le modèle français la question sociale ne représente qu'une partie du débat, au début du XXème siècle, c'est la laïcité qui préoccupe. L'auteur Philippe d'Iribarne analyse trois manières de penser la liberté, comme elles émergent du Moyen-âge. Pour les anglais, il s'agit d'être propriétaire de soi-même, n'appartenir juridiquement à personne. Pour l'allemand, et d'après la philosophie kantienne, l'homme libre n'est pas esclave de ses passions et se soumet à la vie en société : l'agir communicationnel selon un autre philosophe, Habermas. Enfin, en France, l'homme libre n'est pas inféodé à autrui au sens psychologique, au sens de l'« honneur ». Ici on ne parle ni d'individualisme ni de communautarisme, on a une dichotomie interne entre les valeurs de l'Eglise (égalité de tous) et aristocratique (noblesse de conduite donné par son rang), qu'on retrouve entre l'opposition université / grande école.

La crise des banlieues

Cela illustre la difficulté française à parvenir à la cohésion sociale. Le taux de chômage parmi les jeunes des banlieues est de 40%. Les jeunes sont pris en charge par les adultes, ce qui rappelle le capitalisme méditerranéen, la famille protège les jeunes. Alors que le chômage des jeunes est acceptable pour la population en générale, il est dangereux pour ceux-là qui ont des liens familiaux plus fragiles. À l'inverse des USA, le modèle français n'aime pas l'idée qu'un lien communautaire fort soit un facteur d'intégration, et préfère l'idée de méritocratie. Cependant le système éducatif n'est pas adapté à ceux dont les parents sont peu éduqués, et les élèves vite perdus.

Conclusion

La nouvelle question sociale

L'usine n'est plus un lieu de mixité sociale : les gens ne s'y rencontrent plus, les emplois d'entretien sont dans d'autres sociétés, les emplois industriels sous-traités. Le quartier également : les riches et pauvres n'habitent plus les mêmes immeubles, les banlieues mêmes créent un fossé de richesse.

Les appariements sélectifs

La théorie des appariements sélectifs, proposée par Gary Becker : quand un homme et une femme veulent se marier, on a deux formes d'appariement : deux personnes belles et riches se marient ensemble et ceux qui restent se marient ensemble : chaque étage de la société se ferme à ceux du dessous. Mais une autre forme est possible : lorsque le mariage est asymétrique, le moins doté acceptera plus de choses de l'autre personne, devra donner plus car il n'a que ça à donner : être plus fidèle, plus attentionné... Ca s'est produit ainsi, entre ouvriers et ingénieurs, jusqu'à ce que les ouvriers deviennent trop exigeants : c'est les années 60. On entre alors dans la première logique : les gens se retrouvent par classes sociales homogènes.

Politique, économie et société

Résumé de ces évolutions par Alain Touraine : le pouvoir politique s'affranchit du pouvoir religieux au début du dernier millénaire et le pouvoir politique se lie au pouvoir économique avec l'époque mercantiliste, puis le pouvoir économique s'affranchit du politique et de l'Eglise: libéralisme du 19^{ème} siècle. Les 19^{ème} et 20^{ème} siècle amènent l'alliance de l'économie et du social (fordisme) puis, de nos jours, divorcent. Le social vivrait toujours, mais sans rapport avec l'économie. Auparavant la misère sociale se mesurait grâce aux conséquences économiques, aujourd'hui la source du bénéfice est dans la recherche.

Le réel et l'imaginaire

Le social doit être alimenté en identités collectives, le communautarisme se propageant en réponse à la ségrégation sociale. Le religieux reforge une alliance avec le social. L'enjeu est alors de recréer des institutions « laïques » qui ne soient pas influencées par les rapports sociaux et culturels.